Mondelinge vraag van L. BELAFQUIH, gemeenteraadslid, over ongerechtvaardigde boetes na de staking op 13 februari.

L. BELAFQUIH donne lecture du texte suivant :

L. BELAFQUIH leest de volgende tekst voor:

Des habitants de notre commune nous ont interpellés avec incompréhension et colère après avoir reçu des amendes pour des sacs-poubelles sortis lors de la grève du 13 février dernier.

Ces citoyens ont respecté les règles en présentant leurs sacs jaunes aux jours prévus, mais la collecte n'a pas eu lieu en raison d'un mouvement social légitime.

Résultat : des habitants, qui se voient aujourd'hui punis.

Dans ce contexte, j'aimerais vous poser les questions suivantes :

- Avez-vous contacté Bruxelles-Propreté pour exiger l'annulation de ces amendes, considérant leur caractère injuste et le contexte exceptionnel ?
- Quelles démarches concrètes avez-vous engagées (courriers, réunions, etc.) pour défendre les habitants concernés ?
- Avez-vous reçu d'autres signalements de citoyens sanctionnés dans les mêmes conditions, et comment comptez-vous les soutenir ?
- Quelles mesures préventives mettrez-vous en place pour éviter de pénaliser les habitants lors des prochaines perturbations du ramassage (grèves, intempéries...) ?

Monsieur l'Échevin VANDYCK donne lecture du texte suivant :

De Heer schepen A. VANDYCK leest de volgende tekst voor:

Permettez-moi de rappeler un point fondamental : l'ABP, compétente pour le ramassage des sacs poubelles ainsi que pour la verbalisation, agit en totale autonomie, et j'insiste là-dessus.

La commune n'a rien à dire à l'ABP par rapport à son mode de fonctionnement au niveau communal.

C'est dans le cadre d'une bonne entente que nous pouvons agir sur l'application, sur le terrain, de méthodes de travail, mais une fois que le travail a été appliqué, nous n'avons aucune possibilité d'intervenir.

Tant dans la planification de ses collectes que dans l'établissement d'éventuelles sanctions administratives.

La commune d'Anderlecht, comme toute autre commune bruxelloise concernée, n'a donc pas autorité pour intervenir ou contester les décisions de cet organisme régional.

À ce jour, nous n'avons pas été informés d'amendes établies par l'ABP les 13 ou 14 février.

À savoir que les services n'agissent jamais, depuis qu'il est là, les jours de grève pour verbaliser. Donc c'est vraiment de la compétence régionale, et j'invite donc ces habitants qui vous ont contacté à engager la procédure légale à l'encontre de l'ABP.

L. BELAFQUIH dit qu'elle n'a pas cherché si d'autres communes avaient fait une demande de suspension de ces contrôles.

Elle trouve que l'intention de grève ou la participation à la grève, c'est un droit.

Elle dit que le citoyen qui sort ses sacs poubelles, qu'il fait grève ou pas.

Le service personnel du Bruxelles-Propreté fait grève ou pas, c'est son droit aussi.

Mais qu'il y ait une sanction, elle trouve que c'est injuste.

Elle rappelle que lundi 31 mars, il y a une grève de prévu et demande s'il y a déjà une demande ou un dispositif afin qu'il y ait une suspension temporaire de ces contrôles ?

Elle demande si la Commune ne peut quand même pas agir.

Monsieur l'Échevin A. VANDYCK répète, et espère que L. BELAFQUIH sera fier de sa commune, que ce n'est pas la commune qui verbalise les jours de grève.